



MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE
ET DES FINANCES

Premier anniversaire du Conseil de l'innovation

**Discours de Bruno Le Maire,
ministre de l'Économie et des Finances**

Bercy

Mardi 19 novembre 2019

Contact presse :

Cabinet de Bruno Le Maire

01 53 18 41 13



Bonjour à tous.

Vous avez déjà eu une longue matinée, donc je vais essayer d'être bref dans mes propos.

Je voudrais d'abord excuser l'absence de Frédérique Vidal, qui traite aujourd'hui avec des étudiants, mais je sais qu'elle pense beaucoup aux travaux que nous avons faits. Elle est totalement engagée à mes côtés pour le succès de ce Conseil de l'innovation.

Je voudrais également remercier les personnalités qualifiées que je vois au premier rang, qui ont déjà une charge de travail très lourde dans leur fonction habituelle et qui ont accepté de diriger avec nous ce Conseil de l'innovation et de lui donner des perspectives pour les années qui viennent.

Ce Conseil de l'innovation s'inscrit totalement dans le temps 2 du quinquennat du président de la République, et dans notre volonté de poursuivre la transformation de l'économie française.

En gros, quand on regarde ce qui s'est passé au cours des deux années et demie, nous avons jeté les bases de la transformation de l'économie. Nous avons fait une réforme fiscale, nous avons fait une réforme du marché du travail, et nous avons engagé une réforme de la formation et de la qualification. Je pense que les bases sont solides et que les résultats commencent à venir.

Maintenant, il faut donner un deuxième élan et savoir vers où nous voulons diriger la France et les Français dans les années qui viennent et quelle économie nous voulons bâtir ensemble.

D'abord, nous voulons une économie qui soit durable, une économie zéro carbone. Et croyez-moi, cela nous demande de revisiter un certain nombre de politiques de fond en comble. C'est difficile, c'est nécessaire et nous le ferons.

Prenez la question des garanties export du Trésor. Ça fait des années, pour ne pas dire des décennies, que le Trésor français apporte des garanties sur des projets qui sont des projets fossiles. Il faut en sortir. C'est une révision qui est parfois difficile, déchirante, mais qui est nécessaire.

Regardez ce dont j'ai parlé hier sur la question des véhicules et du CO2. Il n'y a aucune raison qu'il y ait un plafonnement du malus automobile à partir de 173 grammes de CO2 par kilomètre, alors que certains véhicules émettent 200-250 grammes. Je préfère récupérer cet argent pour financer des aides à des véhicules qui sont plus propres, comme l'hybride rechargeable qu'aujourd'hui nous ne pouvons pas aider, faute de moyens financiers. C'est cette économie durable à laquelle je crois profondément et dont la France doit être le leader : une économie zéro carbone qui suppose des décisions difficiles.

En deuxième lieu, une économie juste. Chacun le voit bien aujourd'hui, la justice est au cœur des attentes des Français, y compris pour notre économie. C'est tout le sens du travail que nous faisons pour développer des accords d'intéressement, pas uniquement chez Thalès ou chez Air Liquide, qui sont de grandes entreprises et qui ont déjà ce type d'accord, mais aussi dans les plus petites entreprises, y compris celles de 11, 10 ou 5 salariés. C'est pour aller vers une économie de la justice, parce qu'il n'y a pas d'économie solide sans justice. Il n'y a pas d'économie qui soit solide si tout le monde n'a pas le sentiment de participer à ce succès économique et d'en bénéficier.

Une économie française qui réussirait mais qui ne réussirait que pour une partie des Français est vouée à l'échec. Nous, nous voulons une économie qui réussisse pour tous.



La troisième grande orientation que nous voulons fixer avec le président de la République, que nous avons voulu définir ici au ministère de l'Economie et des Finances, **c'est une économie innovante.**

Soyons lucides, le chemin qu'il nous reste à parcourir est absolument considérable. Alors, nous innovons, bien sûr. Nous avons des chercheurs qui sont d'une immense qualité. Nous avons des laboratoires de recherche qui sont très puissants. Nous avons une part d'investissement réservée à l'innovation dans les entreprises privées les plus importantes, qui est significative. Nous avons un CNRS qui est une vraie fierté nationale.

Mais soyons clairs, nous ne faisons pas de l'innovation de rupture. Et nous abandonnons notre avenir aux Etats-Unis et à la Chine. Voilà la réalité formulée de manière peut-être un peu crue mais réaliste. Une France qui ne s'attacherait pas à développer l'innovation de rupture est une France qui perdra sa souveraineté. On peut toujours, là encore, se mettre sur son trottoir ou sur son tonneau et crier "Souveraineté politique, patriotisme". Mais si c'est pour que toutes vos technologies sensibles, intelligence artificielle, le décodage de l'imagerie médicale, la cybersécurité, dépendent de la Chine ou des Etats-Unis, qui sont les deux continents qui investissent le plus dans ces domaines-là, vous n'avez plus de souveraineté.

Il n'y a plus de souveraineté politique au XXIème siècle sans souveraineté technologique. Et donc, il faut que dans ce deuxième temps du quinquennat, nous prenions vraiment le problème à bras-le-corps.

Nous sommes totalement déterminés, avec Cédric O, pour que la France devienne une économie de rupture technologique. C'est ça, l'ambition du Conseil de l'innovation : que la France devienne une économie de rupture technologique. Pas simplement une économie innovante, mais une économie de rupture technologique. Et donc, nous avons pris chacun des problèmes, les uns après les autres, pour essayer d'y apporter, avec les personnalités qualifiées, une fois encore, je les remercie, parce qu'elles ont l'expérience, le talent, le savoir-faire qui nous permettent de prendre les bonnes décisions.

Nous avons voulu apporter des réponses à chacune des difficultés que nous avons identifiées et qui font que nous ne sommes pas aujourd'hui une économie de rupture technologique.

La première difficulté, elle est toute simple. Je reprends ma casquette de ministre des Finances : il faut de l'argent, beaucoup d'argent, beaucoup, beaucoup, beaucoup d'argent, des milliards, voire des dizaines de milliards d'euros. Regardez l'exemple de l'industrie automobile qui me passionne comme chacun sait. Si vous voulez demain être une industrie automobile performante, il faut investir des dizaines de milliards d'euros dans le véhicule autonome et dans le véhicule électrique.

C'est la même chose au niveau des nations. Il faut des financements massifs. C'est ce que nous avons décidé du point de vue de la fiscalité, je n'y reviens pas.

Tous les choix que nous avons faits sur la fiscalité du capital visent justement à dégager des moyens de financement pour les entreprises. La sanctuarisation du crédit impôt recherche, même sujet. Et Dieu sait qu'ici, il y a un certain nombre de responsables qui viennent me voir et qui me disent "On peut rogner, on peut récupérer 500 millions, 1 milliard d'euros sur le crédit impôt recherche". Niet ! On garde le crédit impôt recherche parce que c'est ça qui nous permet d'envisager d'être une économie de rupture technologique.

Et puis, nous avons créé ce Fonds pour l'innovation de rupture, qui est financé par des cessions d'actifs. Je l'assume et je le revendique.



Je continuerai à expliquer matin, midi et soir, à tous ceux qui sont sceptiques, que l'argent public est mieux employé dans un Fonds de l'innovation de rupture qui garantit 250 millions à 300 millions d'euros de revenus sûrs chaque année, plutôt que dans la gestion d'entreprises commerciales comme La Française des Jeux ou Aéroports de Paris.

Le rôle de l'État et le rôle d'un responsable politique n'est pas d'organiser des rentes et de toucher des dividendes sur les activités commerciales. C'est facile, c'est tranquille, mais ce n'est pas responsable. D'ailleurs, je pense que les Français l'ont parfaitement compris, quand je vois l'immense succès populaire de la privatisation de La Française des Jeux où nous dépasserons le milliard d'euros de souscriptions de particuliers sur cette privatisation.

L'argent public, il ne peut pas être mieux employé que dans la préparation de l'avenir des Français, dans la préparation de l'avenir de tous les jeunes que je vois ici présents dans cette salle, dans l'investissement dans ces innovations et dans ces technologies de rupture.

Je ne reviens pas sur les 5 grands défis technologiques. Ils ont été parfaitement présentés.

Je veux juste rebondir sur ce qui a été parfaitement dit dans les dernières interventions, sur le fait que dans ces défis technologiques, on fait le lien entre la science dure et la science humaine. On fait le lien entre le laboratoire de recherche le plus spécialisé et notre vie quotidienne la plus intime, la plus personnelle à chacun d'entre nous à savoir repérer avec de l'intelligence artificielle des cancers parfois difficilement détectables. Je pense par exemple au cancer de la prostate. C'est une avancée majeure qui lie le laboratoire le plus pointu à notre vie quotidienne.

Savoir détecter avec l'intelligence artificielle le cancer du sein, comme le font aujourd'hui des cancéropôles très avancés, c'est faire le lien entre la vie de millions de femmes et la recherche française la plus pointue. Et c'est une excellente chose, c'est un projet de société que nous portons.

Ce ne sont pas simplement 5 grands défis que nous aurions présenté ce matin en disant "Tiens, regardez, voilà ce sur quoi on travaille". C'est un projet de société qui vise à réconcilier l'intelligence française en ce qu'elle a de meilleur, de plus pointu, ses chercheurs, ses hautes technologies, ses pratiques de pointe dans le domaine médical et la vie quotidienne de chaque Français qui veut légitimement la meilleure santé, le meilleur diagnostic, le plus sûr, le plus solide, la sécurité de ses données personnelles, la sécurité de ses données de santé, la fiabilité des algorithmes et l'assurance que nous réussirons la transition énergétique.

Tout ça, c'est notre vie quotidienne. Et donc ce Fonds pour l'innovation de rupture ne garantit pas simplement la puissance de notre nation, il garantit aussi l'amélioration de la vie quotidienne de chacun des Français. Alors, quand on regarde attentivement, il nous reste beaucoup, beaucoup, beaucoup de chemin à faire sur ce financement. Je ne parle pas uniquement du développement du capital à risque et de tout ce que nous avons engagé avec le président de la République. Je parle aussi de la simplification des dispositifs. Et j'attends avec beaucoup d'impatience les résultats de la mission qui a été confiée à Patricia Barbizet sur l'évaluation du Plan d'investissement d'avenir.

Je veux vous dire ma conviction : il faudra à un moment donné rapprocher le Plan d'investissement d'avenir avec ce Fonds pour l'innovation de rupture. Je ne vois pas pourquoi il y aurait un fonds d'un côté, un plan de l'autre. Rassemblons nos moyens financiers pour avoir la masse financière critique qui nous permettra de financer encore plus facilement, encore plus largement et avec encore plus d'audace, nos projets de recherche et nos projets de rupture technologique. Patricia Barbizet nous fera des propositions et le président de la République tranchera sur la simplification de ces dispositifs de soutien financier à l'innovation au début de l'année 2020.



Cela nous permettra de rester la plus grande nation, en termes de technologie, de toutes les nations européennes.

La deuxième réponse qu'il faut apporter et le deuxième défi qu'il faut arriver à relever, c'est le rapprochement entre la recherche publique et les enjeux industriels. Je connais des préventions qui peuvent exister là-dessus.

J'ai moi-même été chercheur. Même si c'était en littérature, j'ai quand même été chercheur. Donc je sais que la recherche se vit parfois comme étant à l'écart du bruit et de la fureur de la vie quotidienne, de la vie économique et de la vie industrielle. Cela fait partie de la noblesse du métier de chercheur. Je pense qu'il est indispensable de faire tomber les murs une bonne fois pour toute entre le monde de la recherche et le monde de l'industrie.

Nous avons commencé à le faire avec la loi PACTE. Je rappelle que désormais, un chercheur qui veut investir dans une entreprise peut le faire. Il peut consacrer désormais 50 % de son temps à une entreprise privée ou plus de 20 % de son temps à la start-up qu'il a créée lui-même. Donc, pour tous les jeunes chercheurs qui sont présents dans cette salle, c'est formidable. Vous pouvez faire de la recherche et si, en même temps, vous voulez investir dans un projet économique et privé et y consacrer 50 % de votre temps, vous le pouvez. On ne vous soupçonnera pas systématiquement d'être aliéné à une entreprise privée ou aliéné au grand capital. Vous serez tout simplement capable de marcher sur vos deux jambes, l'une qui est votre intelligence purement intellectuelle, et l'autre qui est votre esprit d'entreprise. Je ne vois pas pourquoi on séparerait les deux, alors qu'en les rassemblant, nous serons beaucoup plus forts.

Nous souhaitons, avec Frédérique Vidal, que la loi de programmation de la recherche marque une nouvelle étape significative dans ce rapprochement entre la recherche et le développement industriel.

Je propose par exemple que, lorsque nous augmentons les moyens, le programme de recherche publique, en contrepartie, soit orienté vers un développement industriel stratégique. Il paraît très cohérent de dire, "Voilà, sur tel sujet de recherche on va mettre le paquet financier". Faire de la recherche dans un domaine avec un potentiel de développement industriel en France, parce que ça va nous créer des emplois, de la souveraineté technologique et le développement de certains territoires.

Je pense que ça ne remet absolument pas en question l'indépendance des chercheurs. J'en ai un exemple très concret. Nous avons décidé d'investir plus d'un milliard d'euros sur les batteries électriques, et donc sur le stockage de l'énergie dans les batteries électriques. Il ne paraîtrait pas illégitime de demander aux chercheurs du CNRS de faire de la recherche sur ce sujet spécifique des batteries électriques. Il va y avoir un développement, il va voir des usines, il va y avoir des laboratoires de recherche. Il vaut mieux que nous disions à nos chercheurs- au moins à un certain nombre d'entre eux- "On vous donne des moyens supplémentaires, mais travaillez spécifiquement sur ce sujet sur lequel il y a du développement industriel et donc des possibilités d'application immédiate". Croyez-moi, la Chine et les Etats-Unis ne s'embarrassent pas de ce genre de pudeur quand il s'agit d'investir de l'argent public.

La troisième réponse qui me paraît importante et que là aussi, j'assume, parce que vous voyez bien que tout cela, ce sont des tabous que nous brisons : il faut de l'argent, oui, c'est un tabou. Il faut le faire tomber. Il faut rapprocher la recherche publique du développement industriel. C'est un tabou. Nous le faisons tomber.



Il y a un troisième tabou, c'est de dire dans le fond, il ne faut plus que l'Etat s'occupe de rien. Pas de planification, laissons le marché faire, et naturellement, vont émerger des technologies nouvelles qui seront utiles à la nation et à l'Europe.

Je n'y crois pas une seconde. Je pense qu'il faut de la planification technologique. Je ne suis pas devenu marxiste ou un tenant de l'économie soviétique du jour au lendemain. Je dis simplement que c'est très bien d'avoir des choix horizontaux favorables au capital, favorables à l'allègement des contraintes qui peuvent peser sur un certain nombre d'entreprises.

Il faut aussi que l'Etat assume, sous le contrôle de scientifiques, de chercheurs, avec les recommandations des personnalités qualifiées, des choix stratégiques pour l'avenir, pour une raison qui est simple : nous ne pouvons pas disperser nos moyens et nous ne pouvons pas jeter l'argent dans le sable en disant tiens, de tout cet argent jeté dans le sable tout d'un coup va pousser quelque chose. Non.

Il faut que nous regardions sur quelles technologies nous souhaitons mettre le paquet sur le long terme. Et c'est exactement ce que nous allons faire dans le cadre du Pacte productif : définir les chaînes de valeur stratégiques pour les années à venir, définir celles de 2025 immédiatement disponibles, et définir celles de 2030, celles qui nous demanderont un peu plus de temps.

Nous allons le faire sur la base de 3 critères précis :

- le premier, c'est la qualité de la base industrielle en France ;
- le deuxième, c'est la situation du marché;
- le troisième, ce sont les performances de notre recherche.

Il faudra que les 3 critères soient remplis pour que ce soit effectivement une chaîne de valeur stratégique sur laquelle nous planifierons des moyens sur le long terme : un marché dynamique parce que sinon, ça ne sert à rien ; une base industrielle parce qu'il faut que cela bénéficie évidemment à l'emploi et à l'industrie en France ; et puis, nos recherches qui sont déjà en pointe sur ce sujet parce qu'il y a des domaines dans lesquels on est très bon et d'autres pour lesquels, soyons clairs, nous ne rattraperons pas notre retard. Ce serait investir à fonds perdus que de vouloir rattraper ce retard.

Sur la médecine personnalisée dont vous avez parlé longuement, sur l'alimentation, sur les technologies avancées de recyclage, sur les nouvelles thérapies, sur tous ces sujets-là, nous sommes prêts. Mettons le paquet et investissons massivement là-dessus. Sur d'autres technologies, nous sommes sur le point d'être prêts, et elles sont vitales pour nous. Je pense évidemment, cher Benoît Potier, à l'hydrogène pour la mobilité.

Demain, la vraie rupture, par exemple dans le transport aérien, ce sera des avions qui fonctionneront à l'hydrogène. Demain, vous n'aurez pas d'avions qui fonctionneront avec des batteries électriques, tout simplement parce qu'il faudrait des tonnes de batteries électriques pour que ça puisse fonctionner. Il y aura à un moment donné une rupture technologique et des avions qui ne fonctionneront plus au kérosène, mais à l'hydrogène. Alors, on me dira "Mais c'est un doux rêveur, ça ne marchera jamais". Ce sont les mêmes qui m'ont expliqué, note à l'appui, que je pourrais ressortir si j'étais un peu cruel, il y a une quinzaine d'années, pas beaucoup plus, ou une douzaine d'années, qu'il n'y aurait jamais de lanceur renouvelable dans l'espace, et que ça ne marcherait jamais. Beaucoup de responsables administratifs se sont engagés noir sur blanc devant les décideurs politiques pour dire "N'investissez surtout pas dans le lanceur renouvelable, ça ne marchera pas". J'aurais dû aller expliquer ça à Elon Musk et à SpaceX.



Je ne souhaite pas qu'on renouvelle la même expérience dans l'intelligence artificielle ou dans l'énergie. L'hydrogène est une énergie d'avenir, nous le savons tous. Il faut qu'elle soit verte. Il faut qu'elle soit stockée. Il faut qu'elle soit mieux utilisée. Il reste des ruptures technologiques et des barrières technologiques à franchir. Je pense que la France peut et doit franchir ces barrières technologiques.

Sur la cybersécurité, cher Patrice Caine, c'est aussi absolument vital. Il faut que ce soit automatisé. La présentation que vous avez faite tous les deux était extrêmement convaincante. Je pense que ça vaut le coup d'investir massivement sur la cybersécurité, qui est un enjeu de souveraineté essentiel et critique pour l'avenir et sur lequel, grâce à Thalès et grâce à d'autres très grands entrepreneurs, nous avons aujourd'hui la possibilité d'investir, en sachant que nous allons réussir.

Je souhaite donc que le Conseil de l'innovation examine ces propositions dans les prochains mois et nous dise quelles sont ces technologies prioritaires pour notre économie à échéance 2025, échéance 2030. Vous voyez bien que ce sont les personnalités qualifiées qui le feront.

On a d'ailleurs élargi, je le rappelle, la composition du Conseil de l'innovation à des économistes, à des syndicats, à des associations environnementales, pour que la consultation soit la plus large possible.

Ce n'est pas moi qui décide tout seul dans mon coin, avec Cédric O, Agnès Pannier-Runacher et Frédérique Vidal, pour dire "Tiens, on va choisir ça". Je vous rassure tout de suite, ce sont les scientifiques, les industriels, les organisations non gouvernementales et environnementales, les syndicats, les économistes ; c'est le croisement de tous ces savoirs qui doit nous permettre de dire voilà les 5 marchés clés pour 2025 et les 5 technologies clés pour 2030.

Enfin, dernier point, cela a été dit par beaucoup de monde et vous connaissez mes convictions là-dessus.

Je serai très rapide. Tout cela n'a de sens que si nous inscrivons ce projet dans une ambition européenne. Il faut créer cette fameuse agence de recherche qui existe déjà aux Etats-Unis : une DARPA. Mais cette DARPA, comme le président de la République l'a dit à plusieurs reprises, doit être franco-allemande le plus vite possible, et le jour où nous aurons une DARPA franco-allemande, - je l'espère dans les prochains mois - nous aurons la capacité de rivaliser et avec les Etats-Unis et avec la Chine.

Cette DARPA franco-allemande, elle devra bien entendu préfigurer une DARPA européenne qui disposera des dizaines de milliards d'euros de capacités d'investissement qui sont nécessaires pour que, non seulement la France mais l'Europe toute entière, soit une économie de rupture technologique.

Je termine par un dernier point qui a été mentionné, je crois, par chacun d'entre vous et qui est très juste.

Il faut aller vite. Or, la vitesse n'est pas forcément notre première qualité dans nos décisions administratives. Mais ça va très vite en Chine, ça va très vite aux Etats-Unis. Ça doit aller aussi très vite en France et en Europe. Je suis convaincu que sur cette économie de rupture technologique, nous pouvons aller très vite et que votre participation à tous aujourd'hui, l'enthousiasme que vous mettez dans ce projet, montrent que nous serons capables de réussir.

C'est en tout cas ce que je souhaite.

Merci à tous.